

Philippe Poutou

Philippe Poutou défend une « *planification écosocialiste* » dont les « *deux principes* » consisteraient d'une part à « *développer en priorité la sobriété et l'efficacité énergétique* » et d'autre part à « *développer les énergies renouvelables au détriment des énergies fossiles et 'fissiles'* ». Pour ce faire, il s'agirait de procéder à « *la socialisation de l'économie* » et à « *la planification de la gestion des ressources* ».

Il n'est pas possible de jauger l'opérabilité de la stratégie décrite : trop peu d'indications pratiques viennent préciser la vision fournie à très grands traits d'une révolution sociale, économique, technique et organisationnelle. M. Poutou dit clairement ce qu'il faudrait interdire. Mais au-delà des principes, il ne donne pas d'indications suffisamment précises permettant de percevoir de quelle manière concrète serait agencé le monde d'après.

Trajectoire 2050

Il s'agit implicitement de sortir des énergies fossiles aussi vite que possible. Cet objectif n'est cependant assorti d'aucun calendrier précis.

Gouvernance

M. Poutou souhaite une socialisation de l'économie « *sous le contrôle des salarié.e.s et des usager.e.s* » : il faudrait « *exproprier sans indemnités ni rachat les multinationales capitalistes, notamment de l'automobile et de l'énergie* ». Le principe de fonctionnement serait « *l'anticipation, la délibération démocratique sur les choix sociaux et politiques* ». Les modalités ne sont pas décrites.

Au plan international dans le cas de l'énergie, il serait créé « *un accord de service public européen mutualisant les productions : éolien off-shore, géothermie dans le nord, solaire dans le sud.* »

Secteurs les plus émissifs

Industrie. L'objectif est une relocalisation des productions industrielles. Les modalités pratiques d'une telle évolution ne sont pas abordées.

Transports. M. Poutou souhaite « *stopper le tout-auto et le tout-camion : développer le ferroviaire interurbain, la gratuité des transports publics urbains, les mobilités alternatives (vélo, deux roues à motorisation légère, marche à pied, taxis publics...)* »

Les transports de personnes et de marchandises seraient limités grâce à la priorisation des circuits courts. La question n'est pas davantage développée.

Bâtiments. M. Poutou souhaite « *stopper la politique d'urbanisation* ». La question n'est pas davantage développée.

Agriculture et alimentation. Il s'agit de « *réorienter le modèle productiviste du capitalisme industriel et agro-alimentaire* ». La question n'est pas davantage développée.

Evolution du système énergétique

Le projet consiste à organiser l'ensemble du secteur de l'énergie « *au sein d'un monopole public de l'énergie, décarboné et dénucléarisé, un vrai service public cogéré par les salarié.e.s et les usager.e.s.* »

L'objectif serait d' « *arrêter sous 10 ans le nucléaire civil* », en s'appuyant sur un accord européen mutualisant les productions de sources renouvelables.

Les modalités pratiques d'une telle évolution ne sont pas davantage développées.

Energie hors électricité

Le sujet n'est pas évoqué.

Sobriété

Un développement de la sobriété est posé comme un principe prioritaire.

Mais il n'est pas précisé ce que cela peut signifier dans les divers secteurs de consommation.

Usage des sols

Il s'agit de « *stopper la politique d'urbanisation et d'artificialisation des sols imposée par la spéculation* ». La question n'est pas davantage développée.

Matériaux critiques

La question n'est pas explicitement abordée.

Emploi et formation

M. Poutou souhaite « *mettre en œuvre un plan de reconversion des emplois (filiale nucléaire, branche automobile...)* ».

La formation des élèves et des étudiants aux questions climatiques et énergétiques n'est pas abordée.

NB. La présente analyse critique porte strictement sur le contenu de [la lettre que Philippe Poutou nous a transmise](#) afin d'expliciter la cohérence de sa stratégie de décarbonation. Cette analyse se réfère au prisme d'analyse utilisé par le Shift Project dans le cadre de son [Plan de transformation de l'économie française](#) (PTEF).

L'association des Shifters publie également [une analyse détaillée des programmes des candidats à la présidentielle](#), évaluant leur degré de compatibilité avec la Stratégie nationale bas carbone adoptée par la France.

Le PTEF, concentrant volontairement l'analyse sur les transformations pratiques recherchées, n'aborde de ce fait les questions de financement que de façon subsidiaire. Pour un éclairage sur ces questions de financement, voir en particulier [l'analyse des programmes proposée par l'Institut de l'économie pour le climat I4CE](#).